

# DES ENTREPRISES SOCIALES DANS UN CONTEXTE BOULEVERSE

*par Jacques Prades \**

## *L'avenir des structures d'insertion : infirmes du libéralisme ou collectifs choisis ?*

Qu'est-ce qui dans l'environnement géopolitique de ces trente dernières années a changé au point qu'on soit incapable d'endiguer l'exclusion sociale ? Pourquoi tant d'interrogations pour les SIAE ? Peut-on sortir de cette situation, et comment ? Pour répondre à ces questions, il importe de bien distinguer ce qui relève d'un contexte géopolitique occidental de particularismes hexagonaux.

## **Un nouvel environnement géopolitique...**

La chute des gains de productivité à partir des années 1970 (1) a poussé les entreprises à chercher à l'extérieur la demande dont elles étaient privées à l'intérieur des frontières. Les politiques publiques ont accompagné le mouvement en substituant à la recherche de productivité une lutte pour la compétitivité. En l'espace de trois décennies, on a abandonné progressivement, dans tous les secteurs d'activité, les protections principales à la circulation des marchandises, des capitaux et des savoirs, et abaissé les coûts de transport.

Par ailleurs, l'épargne s'est portée davantage sur des actifs financiers que sur des biens physiques nationaux (logement, automobile). On a alors fabriqué des entreprises nomades qui s'exonèrent des lois sociales, rendant les territoires encore plus interdépendants, provoquant l'impossibilité de mise en place de politiques keynésiennes (2) et conduisant au lent délitement de la puissance publique. Le monde est alors entré dans une compétition technologique dont l'intensité est nouvelle. Mais la nature même de cette compétition est ancienne et progressive. Cette évolution s'inscrit dans un long processus d'industrialisation qui a débuté par la substitution des gestes physiques et se clôture par la reproduction du cerveau et de l'intelligence au moyen d'artefacts cognitifs de plus en plus complexes. C'est dire qu'on a moins affaire à une tertiarisation de l'économie qu'à une industrialisation des services qui fait suite à l'industrialisation de l'agriculture, puis du secteur secondaire. Le développement des technosciences (3), qui considère la planète comme une « boule à tripoter », a été le berceau de la révolution industrielle.

*\* Responsable  
du Mastère « La  
nouvelle économie  
sociale » à  
l'Université  
de Toulouse 2 et  
du centre CERISES,  
www.  
univ-tlse2.fr/cerises*

(1) Pour la France, taux annuel de progression de la productivité horaire de 2,9 % en moyenne de 1950 à 1973, 1,4 % entre 1973 et 1995.

(2) Politiques construites notamment sur une relance de l'économie à l'échelle de chaque pays.

(3) C'est-à-dire de techniques opératoires qui utilisent la science comme outil de leur développement.



Beaucoup de raisons expliquent cet emballement depuis les trente dernières années. Mais une cause essentielle doit être montrée du doigt : les entreprises nomades, boostées par la concurrence des technologies, peuvent se déployer plus librement dans un monde où la pression sociale a été affaiblie par le recul du mouvement ouvrier. L'évolution de la République, depuis la médiatisation de la politique, l'effondrement du mur de Berlin et la financiarisation de la planète, a contribué à ce mouvement. L'atonie sociale, l'apathie ou « l'abêtissement du peuple » comme aimait à le dire M.-I. Finley (4), ont résulté de ce mouvement d'individualisation qu'on a connu à partir des années 1980. En abandonnant le relais politique, le mouvement syndical s'est enfermé sur des revendications corporatistes, alors que le mouvement social a pris la forme de déclarations incantatoires, sans relation avec le travail (5). Depuis la fin des années 1970, on a perdu l'illusion d'un accroissement continu des richesses et la croyance en un État qui soignait les plaies, tout en perdant de plus en plus l'espoir de changer le monde et d'être maître de sa propre vie. Un monde sans utopie...

### ... à risque

Il y a un double risque à cette trajectoire. D'une part, la planète n'est pas inusable, reproductible à l'infini et on a maintenant une claire conscience du réchauffement de la planète, de l'épuisement des énergies fossiles et de la dégradation de la biosphère. D'autre part, une large partie de la population ne peut plus suivre, sans décrocher, le mouvement accéléré des innovations. Le chômage auquel elle se heurte n'est plus frictionnel et ne peut trouver de réponse immédiate dans la formation (initiale ou continue). Les chômeurs constatent qu'ils tombent très vite dans la trappe à pauvreté dont ils ne peuvent sortir que difficilement. Ce qui était hier du « chômage » est devenu de « l'exclusion », parce que, au cours des années d'après-guerre, on a peu à peu fait dépendre le « vivre ensemble » de l'activité économique. Ce n'est que lorsque les salariés ont perdu leur emploi qu'ils ont compris que les réseaux sociaux qu'ils avaient constitués dépendaient largement de leur activité professionnelle. Dès lors, l'état de « chômeur » se traduit très rapidement par un processus d'exclusion qui devient de moins en moins réversible, lorsque l'exclusion s'étend du travail à la famille, en passant par le voisinage et la socialité secondaire.

Sous la pression d'initiatives solidaires émanant principalement du secteur social (éducateurs, animateurs, assistantes sociales), les politiques publiques en France ont peu à peu construit des dispositifs d'Insertion par l'Activité Économique (IAE) : les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les chantiers d'insertion, les régies de quartiers et les régies territoriales. Personne n'ira se plaindre de telles initiatives (6). Pourtant...

(4) Moses I. Finley (1912–1986), historien américain puis britannique, spécialiste de l'Antiquité grecque.

(5) Voir **J. Prades**, *L'homo oeconomicus et la déraison scientifique*, Collection Nouvelles anthropologies, Éditions l'Harmattan, 2001.

(6) Voir **J. Prades** et **B. Costa**, *L'économie solidaire, prendre sa vie en main*, Collection Les Essentiels, Éditions Milan, 2005.

## Le bilan de l'IAE est mitigé

La lutte contre les formes principales d'exclusion (du travail, de l'habitat et du crédit) sont la condition initiale des entreprises sociales. Comme le disait Henri Desroche, elles sont « filles de la nécessité ». Mais cette lutte ne peut pas être une fin en soi, sans courir le risque pour ces structures d'insertion de devenir « l'infirmier du libéralisme ». Pour donner du sens à leur démarche, les responsables de ces entreprises sont pris dans une contradiction : d'une part, leurs entreprises n'existent que parce que la société produit de l'exclusion. Tout se passe comme si elles regonflaient un pneu crevé (7). D'autre part, elles tiennent leur existence des politiques publiques, ce qui n'est pas immuable. Tout en sachant que la tutelle de l'État n'est pas sans risque, si les structures d'insertion veulent permettre à des exclus de sortir du processus d'exclusion, elles sont condamnées à rechercher une alternative au monde existant, c'est-à-dire s'en prendre aux causes même de l'exclusion.

Cette voie est bornée par deux écueils : le premier est celui de l'isolement individualiste ; il est inutile de penser qu'on puisse s'en sortir seul contre tout le monde. Le deuxième écueil est celui de l'assistanat des pouvoirs publics, la société étant imaginée comme un espace protégé par un État providence. On ne peut avancer dans ces débats sur l'insertion que si on écarte d'une part la tentation individualiste et d'autre part la nostalgie de l'État providence.

## L'espace du collectif choisi

Entre ces deux écueils, il ne reste qu'une voie étroite : l'espace du collectif choisi qui permet de freiner le nomadisme des firmes, l'insécurité des statuts et ouvre la capacité de reprendre en partie son destin en main en aimantant des activités économiques sur des territoires. Les responsables des structures de l'IAE doivent se demander tous les jours s'ils participent à la production d'une population autonome et à des formes d'éducation qui rompent avec l'assistanat de l'État, à l'apprentissage d'outils de gestion et au goût de la délibération publique mais aussi à celui de la prise de risque, à la création de collectifs, de crédit d'habitat par des clubs d'épargne ou des repas de quartier. L'équilibre à trouver est celui de la tension entre l'autonomie individuelle et le collectif choisi.

Ce projet n'est rien d'autre que celui qui animait les débuts du mouvement coopératif. Au regard des intentions qu'avaient mobilisé les débuts du coopérativisme, au travers des associations coopératives, comme celles des *Bijoutiers en doré*, ou de l'*Atelier*, durant la période qui court de 1830 à 1870 environ, pour prendre deux dates symboliques, au regard également des

(7) Le travail que font ces entreprises est sans issue et elles sont condamnées à reproduire éternellement la même chose.



phalanstères et familistères, on constate qu'on a oublié ce qui constituait l'essentiel des forces en mouvement : la volonté de s'affranchir de tutelles, de proposer des collectifs qui émanent de populations volontairement regroupées à partir d'un projet qui les porte, d'une utopie en acte (8). Qu'on ne s'y méprenne pas, ces forces ne sont pas en dehors du capitalisme, des lois du marché ou de la concurrence des entreprises. Par exemple, l'*Atelier*, journal ouvrier fait par des ouvriers pendant dix ans à partir de 1840, concluait son dernier numéro, du 31 juillet 1850, en ces termes : « [...] Développer chez les ouvriers le sentiment de leur valeur comme producteurs et de leur dignité comme citoyens ; leur apprendre à avoir plus de confiance en leurs propres forces, à compter davantage sur eux-mêmes, et moins sur cette décevante providence qu'on appelle État ; pousser sans cesse les travailleurs à la conquête successive de leur instrument de travail par l'association libre et volontaire ; en toutes choses, faire prédominer l'intérêt moral sur l'intérêt matériel ».

Cette première indication de nature micro-économique ou micro-sociale ne peut pas faire l'impasse d'une vision plus globale. La foule de micro-activités ne se traduit pas nécessairement en terme macro-économique. Pourquoi en Italie et en Espagne, le mouvement ne s'est-il pas traduit de manière identique qu'en France (9) ? On peut tenter de répondre à cette question en disant que c'est parce que la réussite de l'État en France après la guerre a écarté toute forme alternative de création de collectif. Pour le dire lapidairement, « le collectif en France, c'est l'État ». Les pays européens qui s'en sortent le mieux aujourd'hui en terme d'innovations sociales sont ceux qui ont eu l'État le moins performant après la seconde guerre. Il a fallu la crise de l'État providence dans les années soixante-dix pour se rendre compte de cette réalité. Cette situation d'exception française a eu une incidence en économie sociale, car la façon dont on a conçu l'agglomération d'activités d'économie sociale en France ne s'est pas construite horizontalement sur un territoire local comme en Italie ou en Espagne, mais sur le modèle d'une centralisation hiérarchique d'activités spécialisées (un même corps de métiers), descendant d'une fédération nationale dans les départements et les villages sur le même modèle que l'État. D'où la force des corporatismes en France, la puissance des réseaux de réseaux et l'absence singulière d'une critique de « gauche » de l'État. Ce sont toutes ces lignes qu'il faut contribuer à déplacer.

**Jacques Prades**

(8) Voir **A. Gueslin**, *L'invention de l'économie sociale. Idées, pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXe siècle*, Economica, 1998.

(9) Voir **J. Prades**, *Compter sur ses propres forces*, collection Monde en cours, Éditions de l'Aube, 2006 : à travers une enquête de Toscane et Padoue en Italie à Mondragon au Pays Basque Espagnol, de Montreal à Marinaleda en Andalousie, une mise en perspective des entreprises sociales et des initiatives solidaires autour de trois thématiques : le territoire, l'innovation sociale et la démocratie directe.